

L'économie d'Auvergne-Rhône-Alpes aborde l'année 2025 sans élan

Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes • n° 46 • Mars 2025

Le quatrième trimestre 2024 marque un léger recul de l'activité et de l'emploi. Ce repli fait suite, d'une part, au ralentissement progressif observé depuis l'année 2023, et d'autre part aux incertitudes sur les plans national et international, qui entraînent une atonie de l'économie nationale et régionale.

L'emploi salarié diminue faiblement ce trimestre. Aucun grand secteur ne crée d'emplois. L'emploi intérimaire poursuit sa baisse engagée depuis deux ans. Le taux de chômage reste bien orienté et suit la tendance nationale : il se réduit légèrement au quatrième trimestre et s'établit en dessous de son niveau d'un an plus tôt. Les créations d'entreprises sont moins nombreuses et cette évolution concerne désormais tous les secteurs, tandis que les défaillances continuent de progresser. Le nombre de logements autorisés et celui des mises en chantier augmentent encore malgré la crise traversée depuis deux ans par le secteur de la construction. L'activité touristique termine l'année sur une note positive, grâce à une hausse de la fréquentation dans les hôtels, portée pour l'essentiel par la clientèle étrangère.

L'activité économique pénalisée par un mauvais mois de novembre

Au cours de l'année 2024, l'activité économique en Auvergne-Rhône-Alpes, estimée par le nombre d'heures rémunérées par les entreprises, a ralenti au fil des trimestres. Au quatrième trimestre 2024, ce volume d'heures diminue légèrement par rapport à la même période de l'année précédente (-0,1 %). Mais comme à chaque trimestre, l'activité a tendance à osciller d'un mois sur l'autre. Repartie à la hausse en octobre (+0,3 % par rapport au même mois en 2023 après une stagnation en septembre), elle décroît assez fortement en novembre (-0,7 %), puis se maintient en décembre (+0,0 %) ► **figure 1**. Au niveau national, le même schéma est à l'œuvre, avec +0,3 %, -0,6 % et -0,1 % respectivement sur les trois mois du trimestre. Dans la construction, la baisse de l'activité se poursuit depuis deux ans (chute de -2,9 % au quatrième trimestre). L'activité recule aussi ce trimestre dans l'industrie (-0,3 %), tandis que le tertiaire marchand est quasiment à l'arrêt (+0,1 %). Dans ces deux derniers secteurs, l'activité était repartie en octobre (respectivement +0,2 % et +0,4 %), avant de diminuer temporairement en novembre (-1,2 % et -0,6 %), pour redémarrer en décembre (+0,1 % et +0,4 %). Le tertiaire non marchand est le seul secteur qui progresse fortement ce trimestre (+1,2 %). Les évolutions sectorielles trimestrielles de la région sont proches des valeurs nationales, qui connaissent également une baisse dans l'industrie (-0,4 %) et la construction (-3,0 %).

L'emploi salarié se replie de 0,2 % en fin d'année

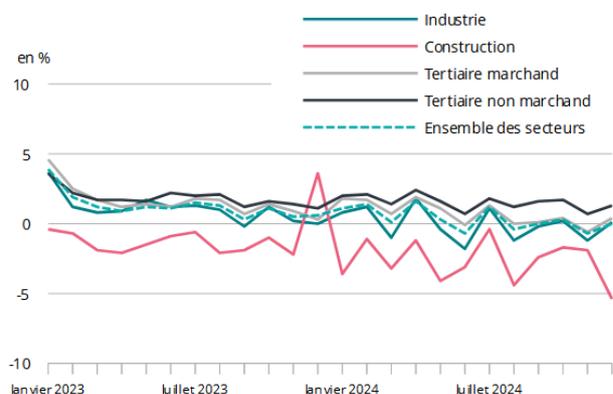
En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié se replie légèrement au quatrième trimestre, suivant la même tendance qu'en France (hors Mayotte). Avec 7 800 emplois de moins qu'au trimestre précédent, la baisse atteint -0,2 % entre fin septembre et fin décembre (-0,3 % au national) ► **figure 2**. L'emploi régional se situe ainsi au même niveau qu'un an auparavant, comme en France, et s'élève à 3,3 millions de salariés, tous secteurs confondus. Bien que légère, c'est une perte marquante sur un trimestre ; depuis 2011, l'emploi

n'avait plus diminué autant en un seul trimestre, en dehors des fluctuations exceptionnelles de l'année 2020 (crise sanitaire).

Au dernier trimestre 2024, l'emploi salarié privé se contracte d'un peu moins de 0,2 % et perd 4 200 emplois, sur un total de 2,6 millions de salariés. Dans le secteur public, les effectifs diminuent plus nettement (-0,5 %), avec 3 600 emplois en moins.

Alors qu'il représente 30 % des emplois de la région, le Rhône contribue à plus de 45 % à la baisse du quatrième trimestre (-3 600 emplois, soit -0,4 %). L'emploi est quasiment stable dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Drôme, de la Haute-Loire et de la Haute-Savoie. Hormis en Savoie où il a légèrement progressé (+600 emplois soit +0,3 %), l'emploi salarié recule dans les autres départements, avec un repli de 0,2 % en Isère, de 0,4 % dans l'Ain, la Loire et le Rhône, et une perte légèrement plus marquée dans le Puy-de-Dôme et l'Ardèche (respectivement -0,5 % et -0,6 %).

► 1. Écart des heures rémunérées par secteur par rapport au même mois de l'année précédente



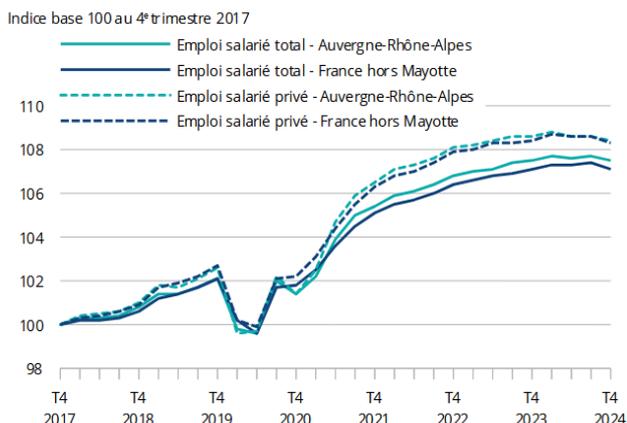
Note : Ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires, ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

Champ : Secteur privé hors secteur agricole en Auvergne-Rhône-Alpes.

Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

Sur l'ensemble de l'année 2024, l'emploi augmente en Savoie (+0,8 %, soit +1 500 emplois), et, dans une moindre mesure, en Haute-Savoie (+0,3 %, soit +900 emplois). Il baisse dans l'Allier (-0,8 %, soit -900 emplois) et moins significativement dans la Loire (-0,4 %, soit -1 100 emplois). L'emploi est stable ou quasiment stable dans les autres départements de la région.

► 2. Évolution de l'emploi salarié



Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

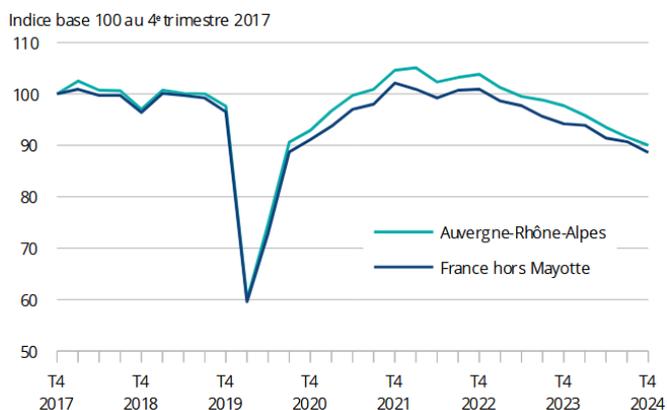
Champ : Emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

La baisse de l'emploi intérimaire se poursuit en 2024

En 2024, en Auvergne-Rhône-Alpes, la baisse de l'emploi intérimaire se poursuit (-7,9 % en un an, soit 8 500 salariés en moins) ; cette diminution est un peu plus forte qu'au national (-6,0 %) ► **figure 3**. L'évolution trimestrielle est régulière sur l'année, autour de -2 %. Le dernier trimestre 2024 est cependant celui où le repli est le plus faible (-1,7 %). Cette baisse de l'emploi intérimaire est continue depuis deux ans, et atteint plus de 13 % depuis le dernier trimestre 2022, un point au-dessus du recul national sur la période.

► 3. Évolution de l'emploi intérimaire



Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi intérimaire fléchit le plus fortement dans le Cantal et dans la Drôme (autour de -5 % sur un trimestre). Les trois départements les plus pourvoyeurs en intérim, le Rhône, l'Isère et l'Ain (60 % des effectifs régionaux), contribuent à eux trois à 85 % de la baisse. Seul le nombre d'intérimaires ardéchois augmente en trois mois. De même, sur l'année 2024, seule l'Ardèche progresse en termes d'effectifs. Tous les autres départements diminuent et un seul d'entre eux, la Loire, arrive à contenir le recul des effectifs intérimaires en deçà de 5 %. En Savoie et dans le Puy-de-Dôme, le nombre d'intérimaires se replie entre 6 à 7 %, et les autres départements reculent de plus de 8 %. L'Allier est le département à la plus forte chute cette année (-15 %).

L'industrie à l'arrêt, la construction toujours en repli

Avec 510 700 emplois au quatrième trimestre 2024, l'industrie reste stable en Auvergne-Rhône-Alpes par rapport au trimestre précédent ► **figure 4**. Ce secteur est également à l'arrêt au national. Sur un an, la croissance de l'emploi industriel se limite à +0,2 % dans la région.

L'emploi industriel régional augmente, ce trimestre, dans le secteur de l'énergie, de l'eau, des déchets et du raffinage (+0,7 %), et dans l'agro-alimentaire (+0,3 %). Par contre, l'emploi dans la fabrication de matériels de transport et dans celle des autres produits industriels diminue légèrement (-0,3 %). Dans le secteur des biens d'équipement, le nombre d'emplois salariés reste inchangé.

L'emploi industriel croît légèrement, ce trimestre, dans la Drôme (+0,4 %), dans le Puy-de-Dôme et dans le Rhône (+0,2 % pour les deux). Il marque le pas ou baisse dans les autres départements, particulièrement en Isère où il se replie de 0,6 %.

Sur un an, dans le département du Rhône, qui représente 23 % de l'emploi industriel, la croissance atteint 1 250 emplois (+1,1 %) alors qu'elle n'est que de 1 050 au niveau régional (+0,2 %).

Le Puy-de-Dôme et la Drôme, avec chacun 8 % de l'emploi industriel, contribuent également à cette croissance, apportant 750 emplois supplémentaires.

Le secteur de la construction, 194 500 salariés fin 2024, est encore en repli de 0,6 % au dernier trimestre. Il perd 1 200 emplois dans la région. Cette évolution est similaire au niveau national.

Sur l'année 2024, la construction recule de 1,8 % (-3 500 emplois), dans les mêmes proportions également qu'au national. Cette baisse concerne l'ensemble des départements.

► 4. Emploi salarié par secteur

Secteur d'activité	Effectif au 4 ^e trimestre 2024	Évolution par rapport au 3 ^e trimestre 2024		Évolution par rapport au 4 ^e trimestre 2023	
		Effectif	%	France hors Mayotte (en %)	(en %)
Agriculture	25 800	-100	-0,3	+0,1	+1,0
Industrie	510 700	-400	-0,1	-0,1	+0,2
Construction	194 500	-1 200	-0,6	-0,6	-1,8
Tertiaire marchand hors intérim	1 440 800	+700	+0,0	-0,2	+0,4
Intérim	99 800	-1 800	-1,7	-2,3	-7,9
Tertiaire non marchand	987 800	-5 100	-0,5	-0,4	+0,5
Ensemble	3 259 400	-7 800	-0,2	-0,3	+0,0

Note : Données corrigées des variations saisonnières et arrondies pour les effectifs.

Champ : Emploi salarié total en Auvergne-Rhône-Alpes ou en France hors Mayotte.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Le tertiaire marchand marque le pas, le non marchand recule

Avec 1 440 800 emplois, le secteur tertiaire marchand hors intérim reste stable au cours du quatrième trimestre 2024. Au niveau national, ce secteur est en léger retrait (-0,2 %) ► **figure 5**.

Dans la région, les secteurs du transport et de l'entreposage, de l'hébergement-restauration, des services financiers et des services aux ménages sont, ce trimestre, légèrement en hausse (+0,3 % pour les deux premiers et de +0,2 % pour les deux autres). En revanche, celui de l'information et de la communication baisse significativement (-0,6 %). Les services immobiliers sont en retrait (-0,4 %). Les autres secteurs stagnent.

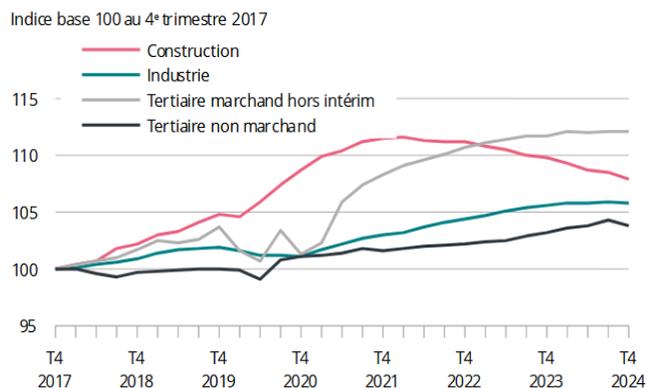
Sur 2024, les services marchands hors intérim augmentent de 0,4 %, (+5 700 emplois), soit une progression plus de deux fois plus faible qu'en 2023 et près de six fois moindre qu'en 2022. La croissance de l'hébergement et la restauration est la plus forte (+1,4 %, soit +2 200 emplois). À l'opposé, les services immobiliers diminuent le plus (-3,2 % soit 1 000 emplois en moins).

L'emploi tertiaire marchand hors intérim croît, en 2024, dans neuf départements de la région. Sur un an, le Rhône, 36 % de l'emploi marchand régional, contribue à 40 % de la croissance annuelle de l'emploi (+0,4 %), soit près de 2 300 emplois en plus. La Savoie

contribue aussi fortement à cet essor (+1 500 emplois supplémentaires, soit +1,6 %).

Le tertiaire non marchand recule ce trimestre de 0,5 % en Auvergne-Rhône-Alpes. Au niveau national, il est également en repli (-0,4 %). Sur douze mois, ce secteur est stable.

► 5. Évolution de l'emploi salarié par secteur



Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié total hors intérim en Auvergne-Rhône-Alpes.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

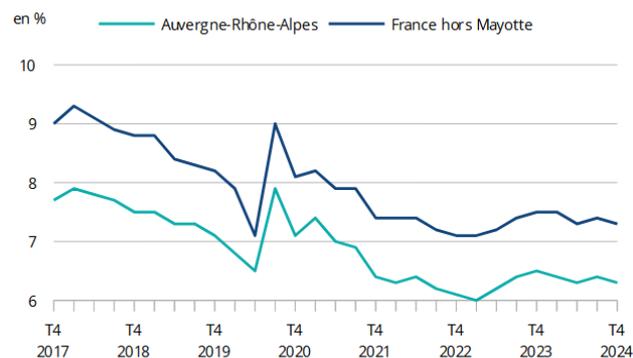
Le chômage en légère diminution fin 2024

Au quatrième trimestre 2024, en Auvergne-Rhône-Alpes, le taux de chômage localisé s'établit à 6,3 % de la population active, alors qu'il était de 6,4 % au troisième trimestre et de 6,5 % un an auparavant ► **figure 6**. La situation régionale est similaire à la tendance nationale.

À l'échelon départemental, le taux de chômage varie de 4,3 % dans le département du Cantal à 8,2 % dans la Drôme. Il baisse ce trimestre dans l'ensemble des départements : -0,3 point pour la Drôme, -0,2 point pour l'Ardèche, le Puy-de-Dôme, la Savoie et l'Allier et -0,1 point pour les autres départements.

En un an, seul le département de la Loire a un taux de chômage stable. Dans les autres territoires, ce taux décroît. La diminution la plus marquée concerne les départements de la Drôme et de l'Ardèche (respectivement -0,6 point et -0,5 point).

► 6. Taux de chômage



Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisé.

Recul des créations d'entreprises

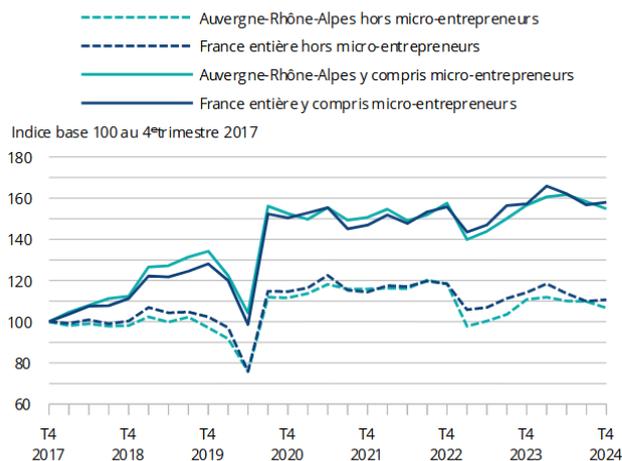
En Auvergne-Rhône-Alpes, 31 700 entreprises ont été créées au quatrième trimestre 2024, soit 2,3 % de moins qu'au trimestre précédent, tendance inverse à celle du niveau national, en légère hausse (+0,8 %) ► **figure 7**.

Cette baisse touche l'ensemble des secteurs. La construction poursuit sa chute (-7,9 %), due notamment à un effondrement dans les créations d'entreprises de régime classique (-14,1 %). Le commerce recule fortement (-4,1 %), tout en contribuant, avec 8 500 nouvelles entreprises, à plus d'un quart des créations. Dans les secteurs de l'industrie et des services, moins affectés, les baisses sont moindres qu'au trimestre précédent (respectivement -1,0 % et -0,7 %).

Avec 18 600 nouvelles entreprises, les services contribuent pour près de 60 % aux créations d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes, alors que l'industrie en représente un peu plus de 6 %.

Sur un an, les créations d'entreprises diminuent légèrement : -1,2 % au quatrième trimestre 2024 par rapport au même trimestre de 2023, du fait de la baisse du nombre d'entreprises créées en régime classique (-3,5 %). À l'inverse, le nombre de créations d'entreprises sous statut de micro-entrepreneur se maintient par rapport à l'an dernier (+0,2 %). En cumul sur l'année 2024, 130 000 entreprises ont été créées, ce qui constitue encore un chiffre historiquement élevé, bien supérieur aux années d'avant-crise Covid. En 2024, les créations d'entreprises ont progressé dans l'ensemble des secteurs (+7,7 %), principalement dans le commerce (+15,1 %) et dans l'industrie (+14,4 %).

► 7. Évolution des créations d'entreprises



Note : Données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : Ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, SIDE.

En Auvergne-Rhône-Alpes, entre janvier 2024 et décembre 2024, 7 900 entreprises ont fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire, soit une hausse d'un peu plus de 19 % par rapport à la même période de l'année précédente. Ce nombre de défaillances est en effet supérieur de 1 300 à celui connu en 2023, année où l'augmentation du nombre de défaillances avait été, jusque-là, la plus forte (+1 800).

Légère reprise des logements commencés ce trimestre, sur fond d'une crise profonde de la construction depuis deux ans

En 2024, en Auvergne-Rhône-Alpes, le nombre de logements autorisés (43 200), ainsi que celui du nombre de mises en chantier (40 400), auront été les plus faibles depuis deux décennies. La situation est équivalente au niveau national.

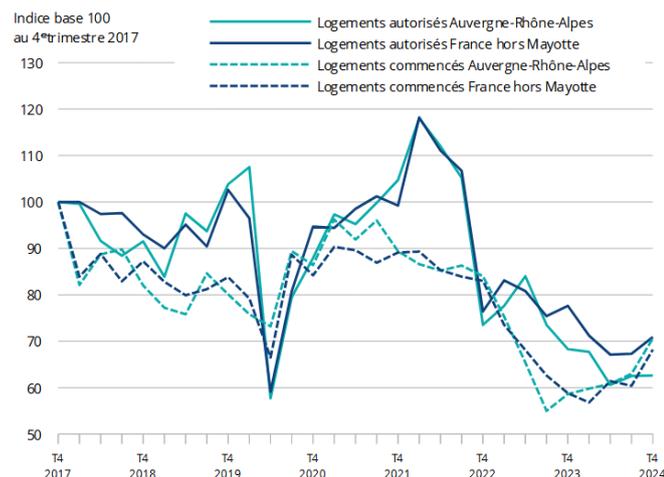
Fin 2024, le nombre de logements autorisés se stabilise par rapport au troisième trimestre 2024 et s'établit à 10 700 sur le dernier trimestre, en données corrigées des variations saisonnières. Il chute globalement de 16 % en 2024 (13 % en France) et de 38 % depuis fin 2022 (33 % en France), période à partir de laquelle s'observe une baisse significative du nombre de logements autorisés dans la région comme en France. ► **figure 8**.

La situation tend à s'améliorer en ce qui concerne les logements commencés. Ils reprennent ce trimestre (+12 %) et suivent la remontée également observée en France (+13 %), ce qui permet de stabiliser, sur l'ensemble de l'année 2024, le nombre de mises en chantier régionales au même niveau qu'en 2023 (-6 % au national). En deux ans, la baisse du nombre de logements commencés est de 26 % en Auvergne-Rhône-Alpes et de 28 % au niveau national.

Avertissement sur la construction

Les estimations du nombre de logements commencés du troisième trimestre 2024 ont été révisées à la hausse. Comme chaque année à la même époque, une campagne de révision des estimations des mises en chantier est réalisée grâce à des données consolidées sur le passé. À noter que les estimations des mises en chantier restent fragiles sur la période récente en raison d'un taux de collecte très partiel.

► 8. Évolution du nombre de logements autorisés et commencés à la construction



Note : Données en cumul trimestriel, CVS-CJO, en date réelle estimée.
Source : SDES, Sitadel.

L'activité touristique finit l'année sur une note positive

Dans l'hôtellerie, le quatrième trimestre se distingue traditionnellement par une baisse d'activité par rapport aux autres périodes de l'année. Cependant, le bilan de la fin 2024 est meilleur que celui des années précédentes ► **figure 9**. Avec cinq millions de nuitées, cette hausse de la fréquentation dans les hôtels est beaucoup plus marquée pour la clientèle étrangère (+6,3 %) que pour la clientèle résidente (+0,9 %).

L'hôtellerie régionale présente, au quatrième trimestre, un bilan proche du niveau national. En effet, en France métropolitaine, la fréquentation des hôtels progresse de 2,4 %, avec 47,8 millions de nuitées. La clientèle étrangère progresse de 5,3 % et celle des résidents de 0,9 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Sur l'ensemble de l'année 2024, la fréquentation régionale des hôtels recule néanmoins très légèrement, de -0,2 % par rapport à 2023. Ce retrait du nombre de nuitées est plus important au plan national (-1,4 %). Le repli de la fréquentation de la clientèle résidente (-2,6 % dans la région et -2,1 % en France) explique ces baisses.

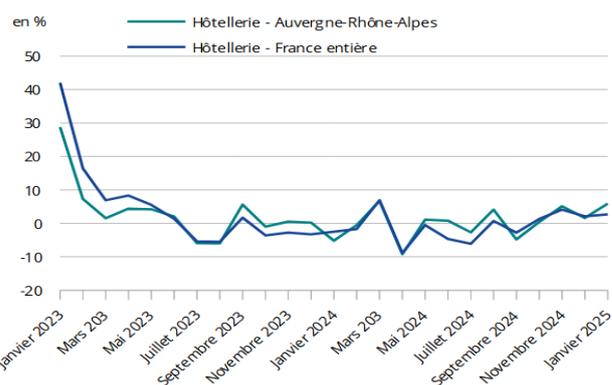
► Contexte international – Désordre mondial

Fin 2024, l'activité aux États-Unis est restée soutenue (+0,6 % au quatrième trimestre) portant la croissance annuelle à +2,8 %, tandis qu'elle est restée médiocre dans la zone euro (+0,2 %), confirmant l'absence de réelle reprise sur l'année (+0,8 % au total en 2024, après +0,5 % en 2023). Depuis début 2025, la nouvelle orientation de l'administration américaine et les perspectives de guerre commerciale qu'elle entraîne hypothèquent un peu plus l'éventualité d'un redémarrage européen à court terme. L'instauration de droits de douane aux États-Unis mettrait un coup de frein au commerce mondial et frapperait les économies européennes dépendantes de la demande américaine, en particulier l'Allemagne et l'Italie.

► Pour en savoir plus

- « Une économie régionale dans le doute, une dynamique de l'emploi privé grippée », Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes n° 45, Janvier 2025.
- Bilan économique 2023 : « L'activité économique revient à la normale, les effets de la crise sanitaire semblent derrière nous », Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes n° 42, Juin 2024.
- « Désordre mondial, croissance en berne », Note de conjoncture nationale, Insee, Mars 2025.
- « Au quatrième trimestre 2024, l'emploi salarié recule dans presque toutes les régions », Insee Informations rapides n° 78, Mars 2025.
- Tableau de bord de la conjoncture : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121840>.

► 9. Évolution du nombre de nuitées totales dans les hôtels par rapport au même mois de l'année précédente



Note : Le dernier mois est provisoire. Données mensuelles brutes.

Sources : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) ; enquête de fréquentation dans les hébergements touristiques.

Le nombre d'heures rémunérées dans l'hébergement progresse de +0,7 % au quatrième trimestre par rapport à la même période de l'année précédente. Ce secteur est particulièrement dynamique en Haute-Loire (+13,8 %) et, dans une moindre mesure, dans l'Ain (+5,1 %) et dans le Cantal (+4,8 %). L'activité diminue particulièrement dans l'Allier (-5,8 %). L'Isère et l'Ardèche sont également en baisse de 2,1 % et de 1,5 % respectivement.

L'activité croît au même rythme dans la restauration au quatrième trimestre, par rapport à la même période de l'année précédente (+0,8 %). L'activité progresse particulièrement dans la Loire et dans le Cantal (+4,1 %), mais aussi dans l'Ain, le Puy-de-Dôme, et la Haute-Loire (autour de +3 %). Le Rhône est le seul département de la région en recul (-2,4 %).

Sur l'ensemble de l'année, le nombre d'heures rémunérées dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration augmente de 0,9 % par rapport à 2023. ●

Pierre-Pascal Housez, Philippe Lagarde, Thierry Marault, Sandrine Marxer, Grégory Rabatel (Insee)

► Contexte national – Croissance en berne

En France, la croissance a plutôt bien résisté sur l'ensemble de l'année 2024 (+1,1 %). Le retournement de l'investissement a été compensé par l'accélération des dépenses publiques, mais ce facteur de soutien s'inverserait en 2025, la France prévoyant un effort significatif de réduction du déficit public. Dans un contexte international dégradé, l'économie française tournerait au ralenti au premier semestre 2025 (+0,1 % au premier trimestre puis +0,2 % au deuxième) et l'acquis de croissance pour 2025 atteindrait seulement +0,4 % à mi-année.

Sur le marché du travail, l'emploi salarié s'est nettement retourné en fin d'année, l'économie française détruisant 90 000 postes sur les trois derniers mois de 2024. En prévision, les entreprises continueraient de réduire leurs effectifs de 50 000 postes salariés au premier semestre, en partie compensés par des créations d'emplois non-salariés. Cette baisse de l'emploi pousserait le taux de chômage à la hausse à 7,6 % mi-2025.

